

## Projet de loi Energie-Climat : les députés décrètent à l'unanimité l'urgence écologique et climatique

Après le Royaume-Uni et l'Irlande, les députés français ont inscrit à l'unanimité "l'urgence écologique et climatique" dans le projet de loi relatif à l'énergie et au climat lors de son examen en commission. Le ministre François de Rugy salue une "déclaration politique" qui fait écho à l'accélération écologique évoquée par le Premier ministre dans son discours de politique générale prononcé la semaine dernière.

Au premier jour de l'examen du projet de loi Energie-Climat en commission des Affaires économiques, les députés ont décrété l'urgence écologique et climatique. Ils introduisent cette notion dès l'article 1 du texte, faisant de la France l'un des premiers pays à légiférer sur ce sujet après le Royaume-Uni et l'Irlande.

C'est "un appel à l'accélération", a observé l'ex-marcheur Matthieu Orphelin. Il portait notamment la mesure au nom du Collectif de députés transpartisan pour le climat "Accélérons". "Plus qu'un symbole, c'est un appel à renforcer très fortement les actions et à adopter une nouvelle grille de lecture de nos politiques publiques", a-t-il tweeté. Dominique Potier (PS) y voit aussi un "gouvernail" pour les actions à venir, tandis que Célia Delavergne (LREM) a vanté un geste "à la fois symbolique et à la fois fort".

"C'est une déclaration politique de considérer qu'on se situe dans une situation d'urgence", a pour sa part réagi le ministre de la Transition écologique François de Rugy, rappelant que [le Premier ministre Edouard Philippe l'avait affirmé dans sa déclaration de politique générale la semaine dernière](#). "Le pape et le secrétaire général de l'ONU ont tous deux déclaré que nous étions confrontés à une urgence climatique, il est donc bon de voir que le nouveau projet de loi français sur l'énergie et le climat reflète ce nouveau sentiment d'urgence", s'est félicitée dans un communiqué Laurence Tubiana, ex-négociatrice pour la France lors de la COP21.

"Ce qui importe ce sont les actes"

Tout en soutenant les amendements, l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho a observé que la disposition législative n'avait "aucune portée autre que symbolique" et que "depuis des années dans le domaine de l'écologie, les mots sont repris mais pas les actes". "Ce sont des mots et ce qui importe ce sont des actes", a aussi prévenu François Ruffin (LFI). Son groupe a ainsi échoué à faire adopter la fin des subventions aux énergies fossiles dès 2020. Sur les énergies renouvelables, son amendement portant un objectif de 100 % d'énergie renouvelable en 2050 n'a pas non plus convaincu la majorité.

Avant la France, le Royaume-Uni était devenu début mai [le premier pays au monde à déclarer l'urgence climatique](#) après avoir fait l'objet de nombreux blocages de la part du mouvement Extinction Rebellion. Dix jours plus tard, le parlement irlandais approuvait lui aussi un amendement en ce sens.

Outre l'urgence climatique et écologique, les députés se sont également accordés sur [la définition de la neutralité carbone](#) entendue "comme un équilibre entre les émissions anthropiques et les absorptions anthropiques de gaz à effet de serre sur le territoire national sans utilisation de crédits internationaux de compensation carbone." La Finlande, la Norvège ou encore le Royaume-Uni autorise l'achat de ces crédits, créant la polémique.

Concepcion Alvarez avec AFP